

# **Au Gabon, la France doit rester en retrait et ses militaires ne doivent pas intervenir**

mercredi 30 août 2023, par [Survie](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2023).

**Alors que le régime d'Ali Bongo au Gabon fait face à son tour à un coup d'Etat, dont on ignore encore l'issue, l'association Survie, spécialisée sur la Françafrique, appelle la France à la plus stricte neutralité et en particulier à s'abstenir de toute interventionnisme militaire.**

Comme l'explique Thomas Borrel, porte-parole de Survie et co-directeur de l'ouvrage collectif récent [L'Histoire de la Françafrique. L'Empire qui ne veut pas mourir \(Points, 2023\)](#), « La France dispose d'une base permanente avec encore 350 militaires au Gabon [1] et on a vu le mois dernier au Niger que l'armée française avait été à deux doigts d'intervenir pour mettre fin au putsch. Paris ne doit pas privilégier le putsch électoral qu'a une nouvelle fois tenté le régime Bongo au putsch militaire initié par des officiers désireux de mettre fin à six décennies de pouvoir dynastique. Les militaires français doivent rester dans leur caserne, et se préparer à quitter définitivement le pays. Un agenda de retrait militaire total et inconditionnel sera un premier pas vers la fin de la Françafrique. »

Tôt ce matin du 30 août des militaires de l'armée régulière et des membres de Garde Républicaine sont apparus à la télévision gabonaise en annonçant l'annulation de l'élection présidentielle dont les résultats venaient d'être proclamés et qui maintiennent Ali Bongo au pouvoir dans la continuité des 56 ans de la dynastie initiée par son père, emblématique de la Françafrique. Les militaires ont aussi annoncé la dissolution des institutions gabonaises qui habillent la dictature en place d'oripeaux démocratiques. L'armée française dispose sur place une base maintenue depuis l'indépendance : les Éléments Français du Gabon (EFG). Ceux-ci jouent un rôle de soutien logistique aux interventions militaires françaises dans la région et à la formation des différentes armées régionales, en particulier la garde républicaine et l'armée gabonaises.

Il y a un mois au Niger, l'armée française avait en effet failli intervenir pour rétablir dans ses fonctions le président, dans les premières heures du putsch, comme la révéla *Le Monde* trois semaines plus tard [2]. L'association Survie appelle donc à ce que les EFG ne répondent pas à une éventuelle demande d'Ali Bongo, auquel Emmanuel Macron a rendu visite à Libreville cinq mois avant le scrutin.

Alors qu'un peu partout en Afrique francophone la présence de l'armée française est décriée, l'association Survie appelle une nouvelle fois Paris à annoncer un agenda clair et de court terme de retrait militaire complet du continent.

## **Survie**

[1] Chiffres du ministère de la Défense au 6 juin 2023

[2] Elise Barthet et Morgane Le Cam, [« Niger : la France a été sollicitée pour libérer le président Mohamed Bazoum »](#), *Le Monde*, 19 août 2023

---

---

**P.-S.**

• Survie. Publié le 30 août 2023 :

<https://survie.org/pays/gabon/article/au-gabon-la-france-doit-rester-en-retrait-et-ses-militaires-ne-doivent-pas>